

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



COMUE de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6

Marché n°2025-064

Etude de circulation et de stationnement sur le campus de Rangueil à Toulouse

Marché à procédure adaptée passé conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-5 du code de la commande publique

**Cahier des Clauses Particulières
(CCP)**

SOMMAIRE

Article 1.	Objet du marché	3
Article 2.	Intervenants	3
Article 3.	Mode de passation du marché	3
Article 4.	Prestation similaire	3
Article 5.	Pièces constitutives du marché	3
Article 6.	Descriptions générales	4
Article 7.	Contenu détaillé des prestations	4
7.1	Mission 1 : Etude de circulation et de stationnement	4
7.1.1	Phase 1 : Inventaire et analyse du stationnement et de la circulation multimodale existante	4
7.1.2	Phase 2 : Elaboration d'un plan-guide de circulation et stationnement multimodale	6
7.2	Mission 2 : Assurer la mise en conformité du stationnement véhicules (voitures et cycles) au regard du PLUi-H	7
Article 8.	Conditions d'exercice des prestations	8
Article 9.	Admission des prestations	8
Article 10.	Sous-traitance	8
Article 11.	Travail dissimulé - Production des documents visés au Code du travail.	8
Article 12.	Montant du marché – Contenu des prix	8
12.1	Contenu des prix	8
12.2	Montant du marché	9
Article 13.	Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement	9
13.1	Nature des prix	9
13.2	Choix de l'index de référence :	9
13.3	Modalités d'actualisation des prix	9
13.4	Modalités de règlement des comptes	9
Article 14.	Durée- délais d'exécution – pénalités	10
14.1	Durée - délais d'exécution	10
14.2	Calendrier d'exécution	10
14.3	Pénalités	10
14.4	Retard dans la remise des prestations objet du marché	10
14.5	Travail dissimulé	11
14.6	Sous-traitance	11
Article 15.	Arrêt de l'exécution des prestations	11
Article 16.	Résiliation – Mesures coercitives	11
16.1	Résiliation du marché aux torts du titulaire	11
16.2	Exécution de la prestation aux frais et risques	11
Article 17.	Avance	12
Article 18.	Assurances	12
Article 19.	Utilisation des résultats	12
Article 20.	Différends et litiges	12
Article 21.	Dérogations	12

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- L'élaboration d'un plan-guide de circulation et de stationnement du campus de Rangueil en faveur des mobilités douces. Se traduisant par :
 -
 - o La réalisation d'un inventaire des composantes qui constituent le support et le fonctionnement du stationnement et la circulation multimodale existants, en expliquant leur fonctionnement ainsi que les enjeux et problématiques associés.
 - o Proposer dans un format illustré clair un plan-guide de circulation et de stationnement multimodal sur l'ensemble du campus en adéquation avec le SDIA2 et le PMIE ¹ (extraits des documents disponibles en annexe du dossier de site).
 - o Formuler une synthèse globale et communicante de l'étude réalisée
- Assurer la mise en conformité du stationnement véhicules (voitures et cycles) au regard du PLUi-H.

Ces missions se dérouleront sur le campus de Rangueil, qui s'étend sur environ 152 hectares et dispose de près de 8000 places de stationnement pour voitures, ainsi que 3000 pour les vélos.

Le contenu des prestations, le contexte et les objectifs, sont précisés dans le présent CCP et ses annexes.

Article 2. Intervenants

Le maître d'ouvrage est COMUE de Toulouse.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Article 3. Mode de passation du marché

Le présent marché est un marché passé selon une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Article 4. Prestation similaire

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

Article 5. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement indiquant le montant total des prestations.
- L'éventuelle mise au point du marché ;
- Le présent document faisant office de cahier des clauses particulières et ses **2** annexes :
 - o Annexe 1 : Plan du périmètre de l'étude
 - o Annexe 2 : Le calendrier détaillé d'exécution transmis par le titulaire dans son offre et rendu contractuel par la notification
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en ce qui concerne l'utilisation des résultats,

¹ Les principaux acronymes et sigles sont explicités dans la note de présentation en annexe

- L'offre du titulaire seulement pour les éléments étant favorable à la maîtrise d'ouvrage et allant au-delà des conditions minimums présente dans les pièces contractuelles du marché.

Article 6. Descriptions générales

Le périmètre de la mission comme défini dans l'annexe n°1 au présent document comprend le campus de Rangueil et ses abords, à savoir une emprise géographique située entre le chemin de la salade Ponsan et le canal du Midi. Il couvre environ 152 hectares, comprend près de 8000 places de stationnement pour voitures, 3000 pour les cycles, et englobe :

- En grande majorité l'UT (anciennement UT3 – Paul Sabatier) avec ses facultés, ainsi que le CNRS, l'INSPE, le lycée professionnel Renée Bonnet, les restaurants et résidences universitaires.
- L'INSA Toulouse
- La Faculté de Médecine ;
- La Faculté de Chirurgie Dentaire ;
- La Faculté des Sciences Pharmaceutiques ;
- L'IUT Ponsan .

L'approche doit aussi veiller à intégrer les franges de ce périmètre où il y aurait des enjeux importants comme, par exemple, la présence du Téléphérique urbain (TELEO), ou la reconversion possible de l'ancien bâtiment 4R3 au sud-est du campus (côté Ramonville), voire le franchissement piéton possible – à étudier - du Canal du Midi au niveau du resto U « Le Canal », désormais inscrite dans l'OAP du futur PLUi-H. Elle prendra également en compte l'influence de l'avenue de Rangueil, du chemin des Maraîchers et de la route de Narbonne

L'étude doit donc se consacrer sur un périmètre immédiat (toute la partie située à l'ouest du canal du Midi, entre ce dernier et le chemin de la salade Ponsan) comme identifié à l'annexe 1 du présent document : « *Plan du périmètre de l'étude* ».

Article 7. Contenu détaillé des prestations

L'ensemble des documents et livrables attendus devront être remis au maître d'ouvrage sous format papier en 2 exemplaires et sous format « .pdf ».

Le contenu des prestations à réaliser est le suivant :

7.1 Mission 1 : Etude de circulation et de stationnement

7.1.1 Phase 1 : Inventaire et analyse du stationnement et de la circulation multimodale existante

Inventaire :

Cette première étape consiste à réunir, de manière précise et aussi complète que possible, l'ensemble des données pertinentes sur le stationnement et la circulation.

Pour ce faire, le titulaire retenu pourra consulter des documents disponibles chez le maître d'ouvrage, qui lui communiqueront après échange suivant son besoin. À titre indicatif, il pourra consulter :

- Les trois phases (livrables) du SDIA2 (2021-2025) ;
- Le PMIE et ses annexes (2024-2025) ;
- Les études Ecocampus dont le PDMU et les OPLB (2015) ;
- L'enquête mobilité des personnels et de la communauté étudiante réalisée dans le cadre du PMIE (2024)
- L'inventaire des places de stationnement voitures et cycle déjà réalisé
- La restitution de l'étude stationnement du campus de Rangueil de 2015
- Les études de l'UT et l'INSA sur le sujet ou toute autre étude réalisée ou en cours susceptibles d'aider à une meilleure compréhension des enjeux et problématiques du sujet en question.

Les données à collecter concerneront la circulation et le stationnement, tant des automobiles, les motards, que des modes de déplacement doux, à minima :

- Voitures
- Vélos

- Piétons
- Deux roues

Il réalisera un état des lieux des stationnements existants (nombres et situation géographique), sur le même principe que celui présenté dans « La restitution de l'étude stationnement du campus de Rangueil (2015) » (disponible dans le dossier de site) — cette reprise visant à permettre au maître d'ouvrage de comparer les résultats —, tout en l'appliquant également aux cycles (vélos, motos). Le titulaire devra confirmer l'inventaire des stationnements voiture et cycles déjà réalisé et transmis par la maîtrise d'ouvrage. L'objectif étant d'avoir, dans la mesure du possible, des éléments de comparaison sur 10 ans.

L'étude restituera le type d'usagers (personnels, étudiants, visiteurs, résidents) utilisant le stationnement. Le titulaire devra mettre en œuvre tout moyen nécessaire, y compris une enquête auprès des usagers si besoin, pour y parvenir.

L'état des lieux des circulations existantes devra faire apparaître un comptage par heure des véhicules, cycles et piétons circulant sur les voies et leurs intersections, effectué aux heures de pointe du matin et de l'après-midi. Le titulaire devra préciser l'origine des flux piétons (descente de transports en commun, déplacement domicile-travail...) et des cycles (provenance du Canal du Midi...). Il fera aussi apparaître le recensement des lieux de conflits d'usages, les points noirs etc.

L'ensemble des données récoltées devra permettre de constituer une base de données géographique et alphanumérique, visant à conforter et/ou compléter les connaissances des acteurs du campus sur la mobilité et le stationnement des automobiles et des modes de déplacement doux. Cette base devra également être exploitable lors de la programmation des aménagements urbains et paysagers.

La réalisation des comptages et des relevés de données sur le terrain devra être effectuée avant le vendredi 17 octobre 2025, afin de garantir que les données soient recueillies pendant la période de rentrée, particulièrement propice en termes de présence étudiante. Pour avoir une représentation plus réaliste chaque relevé pourra être fait sur plusieurs jours ouvrés.

Analyse de l'inventaire :

En se basant sur les données récoltées lors de l'inventaire de l'existant, ainsi que sur les documents cités précédemment, le titulaire devra identifier les enjeux liés à la circulation et au stationnement (saturations, sous-exploitations) des différents modes de déplacement identifiés sur le campus ou compléter ceux déjà identifiés. Il devra ensuite analyser ces enjeux afin d'en expliciter précisément les causes, en insistant particulièrement sur les origines et les conséquences des conflits d'usages.

Cette analyse devra permettre de localiser les espaces à enjeux sur le campus. Ces espaces pourront concerner la circulation, le stationnement ou les deux à la fois.

Livrables attendus :

- Un rapport écrit détaillant les résultats de l'état des lieux ainsi que l'analyse des enjeux ;
- Un ensemble de plans et cartes du campus, permettant de situer, à une échelle appropriée, les différents résultats de l'état des lieux ;
- Un plan d'ensemble du campus, à une échelle appropriée, clair et didactique, identifiant et qualifiant les espaces à enjeux ;
- Une synthèse qui pourra servir de support de communication et qui pourra éventuellement être présentée par le titulaire ;

Réunions :

Le titulaire devra prévoir à minima sa présence aux réunions suivantes et à tout autres réunions jugée nécessaire et demandée par le maître d'ouvrage.

- 1 réunion de lancement de la Phase 1, afin de présenter les objectifs de l'étude et rappeler les enjeux ;
- 1 réunion de restitution permettant d'organiser et d'engager la Phase 2 ;

Le titulaire sera responsable de la rédaction du compte-rendu de chaque réunion, le maître d'ouvrage de sa diffusion.

7.1.2 Phase 2 : Elaboration d'un plan-guide de circulation et stationnement multimodale

Dans cette phase, en s'appuyant sur le travail réalisé lors de la Phase 1, le titulaire devra proposer un plan-guide visant à réduire la circulation et le stationnement automobile sur le campus, tout en favorisant les modes de déplacement doux. Ce plan intégrera également les contraintes réglementaires d'accessibilités PMR pour tous les modes de circulation (véhicules et place de stationnement, cheminement piétons ..)

Ce plan-guide se composera de recommandations, conformes au SDIA2 et au PMIE avec une conformité réglementaire d'accessibilité. Si cette analyse met en évidence une inconformité vis-à-vis du SDIA2 et du PMIE le titulaire présentera son analyse et ses recommandations pour validation avant intégration dans le plan-guide.

Pour chacune des recommandations qui composeront le plan-guide, le titulaire devra :

- Fournir une description détaillée et expliciter son intérêt ;
- Préciser les raisons permettant sa réalisation ;
- La confronter aux recommandations du SDIA2 et du PMIE ;
- Identifier précisément les espaces concernés (parkings, voies, autres...) ;
- L'illustrer par un exemple réel issu de sites comparables en termes de surface et/ou de complexité ;
- Évaluer les répercussions sur son environnement ;
- Préciser la faisabilité technique et temporelle, avec un classement des recommandations conforme au SDIA2 et au PMIE (priorités, phasage...) ;
- Faire une estimation financière des travaux à mettre en œuvre ;
- Les recommandations pourront être mises en harmonie avec les aménagements de Toulouse métropole ;

La synthèse de ces recommandations devra aboutir à l'élaboration d'un plan-guide de circulation et de stationnement cartographié, conçu comme un outil d'aide à la décision pour les aménagements liés à la circulation et au stationnement. Il devra également permettre d'identifier le ou les modes de déplacement doux les plus pertinents à développer en fonction des espaces libérés par la réduction de l'usage de l'automobile sur le campus.

Le titulaire devra étudier la pertinence et la faisabilité de :

- La mise en place d'emplacements pour le covoiturage ;
- La mise en place d'emplacements pour l'autopartage
- La restitution de certains axes aux modes de déplacement doux ;
- La mise en sens unique de certaines voies ;
- La nécessité de mesures d'accompagnement, telles que l'installation de bornes et d'aménagements visant à lutter contre le stationnement sauvage ;
- La limitation d'accès de certaines zones de stationnement à certains usagers.

Livrables attendus :

- Un rapport écrit détaillant et expliquant les différentes recommandations qui compose le plan-guide ;
- Un plan d'ensemble du campus, à une échelle appropriée, clair et didactique, présentant le plan-guide de circulation et de stationnement proposé ainsi que son phasage dans le temps ;
- Une synthèse qui pourra servir de support de communication et qui pourra éventuellement être présentée par le titulaire.

Réunions :

Le titulaire devra prévoir à minima sa présence à 1 réunion de restitution et à toutes autres réunions jugées nécessaire et demandées par le maître d'ouvrage.

Le titulaire sera responsable de la rédaction du compte-rendu de chaque réunion, le maître d'ouvrage de sa diffusion.

7.2 Mission 2 : Assurer la mise en conformité du stationnement véhicules (voitures et cycles) au regard du PLUi-H

Cette mission vise à répondre à un problème récurrent rencontré lors de l'instruction des permis de construire sur le campus de Rangueil.

En effet, le campus de Rangueil appartient à la zone UIC1 du futur PLUi-H de Toulouse. Par conséquent, la réglementation en matière de stationnement applicable aux nouvelles constructions est définie dans la section 4 de la partie 2 du règlement écrit du PLUi-H, relative aux dispositions communes à l'ensemble des zones. Cette section impose notamment que la quantité de stationnement soit proportionnée aux besoins des constructions, ce qui entraîne souvent l'ajout de places supplémentaires.

Toutefois, cette exigence peut se confronter aux orientations du SDIA2 et du PMIE, ainsi qu'à la volonté des établissements du campus, qui souhaitent limiter l'ajout de nouvelles places de stationnement.

L'objectif de la mission est donc de connaître la situation réelle du campus de Rangueil au regard du futur PLUi-H de Toulouse, afin d'étudier les possibilités de mise en conformité des nouvelles opérations immobilières sur le sujet : tel bâtiment, tel nombre de places requises... Et d'établir une doctrine commune pour chaque future construction.

Pour ce faire le titulaire devra réaliser :

- L'inventaire de l'ensemble des places de stationnement associées à chaque bâtiment existant et celles requises par le futur PLUi-H en fonction des usages (personnels, étudiants, visiteurs, résidents...). Des informations de base sur le nombre de bâtiments, leurs surfaces, ainsi que sur le type et le nombre d'occupants, seront fournies par le maître d'ouvrage.
- Une comparaison avec l'inventaire actuel des places réelles et mise en évidence des différences
- Des recommandations afin que le parc de stationnement existant du campus de Rangueil soit cohérent au regard du PLUi-H

Livrable attendu :

- Un rapport écrit reprenant l'analyse du PLUi-H, la comparaison avec l'analyse de l'existant et les recommandations
- Un ensemble de plans et cartes du campus, permettant de situer, à une échelle appropriée, les différents résultats de l'état des lieux ;
- Une synthèse qui pourra servir de support de communication et qui pourra éventuellement être présentée par le titulaire

Réunions :

Le titulaire devra prévoir à minima sa présence aux réunions suivantes et à toutes autres réunions jugées nécessaire et demandées par le maître d'ouvrage.

- 1 réunion de lancement
- 1 réunion de restitution

Le titulaire sera responsable de la rédaction du compte-rendu de chaque réunion, le maître d'ouvrage de sa diffusion.

Il est précisé que chaque phase décrite au présent article correspond à une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG PI.

Article 8. Conditions d'exercice des prestations

Le titulaire s'engageant à une obligation de résultats, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le maître d'ouvrage, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. L'organisation nécessaire et proposée par le titulaire dans son offre pour mener à bien sa mission devra être mise en œuvre et maintenue pendant la durée du contrat. **Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI**, si l'organisation présentée devait évoluer, le titulaire en ferait la demande dans un délai de 5 jours au maître d'ouvrage avant sa mise en place. Le maître d'ouvrage transmettra alors sa validation ou son refus dans un délai de 5 jours suite à la réception de la demande.

Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

Article 9. Admission des prestations

Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations par ordre de service conformément à l'article 29 du CCAG-PI, si elles répondent aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la validation est précisée dans l'ordre de service ; à défaut, c'est la date de notification. **Par dérogation à l'article du 28.2 CCAG-PI** le délai prévisionnel pour la validation de chaque prestation par le maître d'ouvrage est de 15 jours calendaires.

Lorsque l'admission est prononcée avec réserves, le maître d'ouvrage précise le délai imparti au titulaire pour y remédier. A défaut, le délai est de 15 jours calendaires. Le titulaire devra alors reprendre les livrables concernés sans contrepartie financière ni délais supplémentaires sauf mention contraire dans l'ordre de service.

Article 10. Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et articles R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées par le titulaire.

A défaut, le maître d'ouvrage pourra récuser le sous-traitant proposé.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande.

Article 11. Travail dissimulé - Production des documents visés au Code du travail.

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

Article 12. Montant du marché – Contenu des prix

12.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et sa responsabilité civile décennale.

12.2 Montant du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0, mois de remise des offres.

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres – mois m0 -, le montant de la rémunération de la mission est indiqué dans l'acte d'engagement

La décomposition de ces prix figure dans les pièces jointes au présent marché.

Article 13. Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement

13.1 Nature des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

13.2 Choix de l'index de référence :

L(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa (leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est ING publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

13.3 Modalités d'actualisation des prix

Tel que prévu à [l'article 11.1](#) du présent document, les prix sont fermes et actualisables **si le début d'exécution des prestations** intervient plus de trois (3) mois après la date d'établissement des prix figurant au présent marché.

Il sera fait application de la formule suivante :

$$PI = Po (In-3 / Io)$$

Formule selon laquelle :

- . PI est le nouveau prix actualisé ;
- . Po est le prix de base du règlement des prestations figurant à l'acte d'engagement.
- . In-3 est la valeur de l'indice, défini pour le marché, du mois n-3, n étant le mois de la date de l'acte portant début d'exécution des prestations.
- . Io est la valeur de ce même indice correspondant au mois d'établissement des prix fixés dans l'acte d'engagement.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

13.4 Modalités de règlement des comptes

Selon l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique, la date de réception par le représentant du maître d'ouvrage de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation CHORUS.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Missions attendus		
Mission 1 : <i>Etude de circulation et de stationnement</i>	Phase 1 : : Inventaire et analyse du stationnement et de la circulation multimodale existante	100% du montant de la phase indiqué dans le DPGF à la validation de la mission
	Phase 2 : Elaboration d'un plan-guide de circulation et stationnement multimodale	100% du montant de la phase indiqué dans le DPGF à la validation de la mission
Mission 2 : <i>Assurer la conformité du stationnement véhicules (voitures et cycles) au regard du PLUi-H</i>		100% du montant de la phase indiqué dans le DPGF à la validation de l'ensemble de la mission

Article 14. Durée- délais d'exécution – pénalités

14.1 Durée - délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.

Le délai d'exécution du présent marché démarre à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de l'ensemble des prestations pour une durée globale de 6 mois.

14.2 Calendrier d'exécution

Sur la base du délai contractuel du marché d'une durée de 6mois, et des missions demandées, le titulaire transmettra un calendrier d'exécution, 10 jours après l'OS de démarrage, qui fera paraître :

- Une période de comptage suivant les dispositions de l'article 6.
- Les périodes d'établissement de chaque livrable par le titulaire
- Les périodes de validation de chaque livrable par le maître d'ouvrage. Le délai minimum étant de 15 jours calendaires

Ce calendrier sera rendu contractuel par ordre de service notifié aux titulaires et il servira de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités de retard.

Au cours de la réalisation des prestations, le calendrier détaillé d'exécution pourra être révisé dans la limite du délai global d'exécution, il sera alors notifié par ordre de service au titulaire. Ce nouveau calendrier servira alors de base pour l'exécution du marché.

14.3 Pénalités

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA. **Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI** le titulaire ne sera pas exonérés des pénalités encourues.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI le montant des pénalités de retard sera plafonné à 15%.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes suite à une mise en demeure du maître d'ouvrage indiquant un délai pour présenter les prestations non rendues :

14.4 Retard dans la remise des prestations objet du marché

En cas de retard dans la remise des livrables de chaque prestation objet du marché, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit : **100 € HT**.

14.5 Travail dissimulé

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à [l'article 9](#) du présent document (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de 100 € HT sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

14.6 Sous-traitance

Conformément à [l'article 8](#) du présent document, le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et **par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI**, la pénalité suivante sera appliquée : **30** € HT par jour de retard.

Article 15. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à [l'article 6](#) du présent document.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 16. Résiliation – Mesures coercitives

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

16.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Le pourcentage d'abattement est fixé à 15 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 21 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

16.2 Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 36 du CCAG-PI le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 17. Avance

Sauf en cas de refus du candidat indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage retient l'option A.

Lorsque le candidat, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique : le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'option A.11.1 du CCAG-MOE

Lorsque le candidat, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Article 18. Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles ainsi que décennales. **Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI**, le titulaire remettra au représentant du maître d'ouvrage avant notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

Article 19. Utilisation des résultats

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent au titre du présent marché.

Conformément à l'article 35.2.3 du CCAG-PI, l'ensembles des prestations dû au présent marché sont considérées comme des données intégrées ou générées et sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Par dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG-PI, les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent également le droit de permettre à tous service au sein des établissements de la COMUE de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation.

Article 20. Différends et litiges

Le tribunal administratif compétent est celui de Toulouse pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 21. Dérogations

Les dérogations apportées aux documents généraux sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP.

Article CCP	Déroge à l'article du CCAG-PI
5	4.1

8	3.4.3
9	28.2
14.3	14.1.3
14.3	14.1.1
14.3	14.1
14.6	3.6.3
16.1	34.3
16.2	27.1
18	9.2
19	35.1.1